



## Assemblée générale

Distr. limitée  
16 février 2012  
Français  
Original: anglais

---

**Commission des Nations Unies  
pour le droit commercial international  
Groupe de travail I (Passation de marchés)  
Vingt et unième session  
New York, 16-20 avril 2012**

### **Guide révisé pour l'incorporation qui accompagnera la Loi type de la CNUDCI sur la passation des marchés publics\***

#### **Note du Secrétariat**

##### **Additif**

Le présent additif contient une proposition de remarques générales portant notamment sur l'application et l'utilisation, destinées à figurer dans un projet de Guide révisé pour l'incorporation dans le droit interne de la Loi type de la CNUDCI sur la passation des marchés publics.

---

\* Le présent document est soumis moins de 10 semaines avant le début de la session, en raison de la nécessité de tenir des consultations informelles intersessions sur les commentaires du projet de Guide révisé.



# **GUIDE POUR L'INCORPORATION DANS LE DROIT INTERNE DE LA LOI TYPE DE LA CNUDCI SUR LA PASSATION DES MARCHÉS PUBLICS**

## **Première partie. Remarques générales**

...

### **E. Application et utilisation de la Loi type**

#### **Éléments d'un système de passation de marchés**

##### **1. La Loi type en tant que loi "cadre"**

1. La Loi type vise à énoncer tous les principes et procédures essentiels à l'organisation des procédures de passation des marchés dans les divers types de circonstances que pourront rencontrer les entités adjudicatrices. Toutefois, il s'agit d'une "loi-cadre" n'énonçant pas toutes les règles qui peuvent être nécessaires pour mettre ces procédures en œuvre dans un État adoptant. En conséquence, une législation fondée sur la Loi type doit s'inscrire dans un système de passation de marchés cohérent et homogène comprenant des règlements, une infrastructure juridique complémentaire, des orientations et d'autres outils de renforcement des capacités.

##### **2. Règlements et autres textes législatifs à l'appui de la Loi type**

2. Dans un premier temps, la Loi type suppose l'adoption par les États d'une réglementation complétant le cadre législatif du système de passation des marchés, à la fois pour préciser dans le détail les procédures autorisées par la Loi type, et pour tenir compte de la situation particulière de chacun, qui est susceptible d'évoluer (par exemple en ce qui concerne la valeur réelle des seuils de demande de prix, et la prise en compte des progrès techniques). En vertu de l'article 4 de la Loi type, l'entité habilitée à promulguer les règlements en matière de passation des marchés doit être identifiée dans le texte même de la loi (on trouvera plus de précisions à ce sujet dans le commentaire relatif à cet article [[\\*\\*hyperlien\\*\\*](#)]).

3. En ce qui concerne le reste de l'infrastructure juridique, les procédures de passation de marchés visées par la Loi type soulèvent des points de procédure qui seront traités dans les règlements en matière de passation des marchés, mais les réponses à d'autres questions de droit se trouveront probablement dans d'autres branches du droit (droit administratif, droit des contrats, droit pénal et règles de procédure judiciaire). Les entités adjudicatrices peuvent devoir prendre en compte et appliquer la législation sur l'emploi et l'égalité, les exigences en matière d'environnement, voire d'autres exigences. L'approche suivie pour réglementer la passation de marchés devrait aussi respecter la tradition juridique et administrative de l'État adoptant, de manière à ce que le système fonctionne dans le cadre d'un ensemble de règles cohérent. Les États adoptants renforceront l'efficacité de leur système de passation de marchés dans la mesure où les différentes questions de droit

et d'application seront clairement diffusées et que leur interaction avec le droit des marchés publics sera bien comprise.

4. Des considérations spécifiques concernant la passation électronique des marchés sont examinées à la section **\*\* ci-dessous [\*\*hyperlien\*\*]**.

### **3. Orientations complémentaires à l'appui du cadre juridique**

5. Toutes les questions qui se posent dans le processus de passation de marchés ne pourront pas être résolues juridiquement, notamment par le biais d'une réglementation; l'application effective et l'efficacité opérationnelle de la Loi type seront renforcées par la publication de règles internes, de notes explicatives et de manuels. Ces documents pourront avoir pour effet de normaliser les procédures, d'harmoniser les spécifications et les conditions contractuelles et de renforcer les capacités.

6. Les règles et notes explicatives sur tous les aspects de la passation de marchés se trouveront elles-mêmes renforcées par des formulaires standard et des documents types. Une combinaison de toutes ces mesures s'est avérée efficace dans la pratique. Les organisations internationales et régionales utilisent des manuels et documents standard et d'autres instances participent activement à la réforme de la passation des marchés, tant dans les systèmes qu'elles recommandent que dans leurs propres systèmes internes. On trouve des ressources portant sur les pratiques optimales, des documents standard et d'autres orientations dans **[\*\*références, hyperliens\*\*]**.

7. En traitant le système de passation de marchés dans sa globalité, on pourra acquérir la capacité de le faire fonctionner. Il s'agit là d'un point important car la Loi type prévoit que les responsables de la passation de marchés auront un pouvoir discrétionnaire limité tout au long du processus, notamment pour la définition des critères de qualification, de conformité et d'évaluation et pour le choix de la méthode de passation (voire, dans certains cas, des modalités de sollicitation).

8. La Loi type exige que certaines questions fassent l'objet de règlements (voir le commentaire relatif à l'article 4, **[\*\*hyperlien\*\*]**), mais les États adoptants sont en outre encouragés à appuyer la Loi type par le biais de règlements de portée suffisante et d'autres règles complémentaires et/ou notes explicatives qui en rendent l'application efficace. On trouvera sur le site Web de la CNUDCI des recommandations sur le contenu de ce type de documents complémentaires.

9. Une procédure qui n'est pas expressément mentionnée dans la Loi type, mais qui constitue un bon moyen d'appuyer la réalisation de ses objectifs, est le retour d'information. Elle est examinée dans le commentaire relatif à l'article 22 **[\*\*hyperlien\*\*]**. Le retour d'information est un processus informel consistant, le plus souvent pour l'entité adjudicatrice, à indiquer à un fournisseur ou à un entrepreneur dont la soumission n'a pas été retenue les raisons de cet échec.

### **4. Appui institutionnel et administratif pour la Loi type**

10. La Loi type part aussi du principe que l'État adoptant dispose ou disposera des structures institutionnelles et administratives appropriées et du personnel nécessaire pour gérer et administrer les procédures de passation de marchés qui y sont décrites. On notera toutefois qu'en adoptant la Loi type, un État ne s'engage pas à mettre sur

pied une structure administrative particulière. Les paragraphes qui suivent résument les types d'appuis envisagés en relation avec la Loi type.

## **1. Appui administratif**

11. Au niveau administratif, une relation adéquate entre une bonne gestion des finances publiques et la passation des marchés est un signe de bonne gouvernance. Elle est aussi nécessaire pour assurer le respect de la Convention contre la corruption (en particulier de son article 9 [\[\\*\\*hyperlien\\*\\*\]](#)). Les exigences et procédures en matière d'établissement des budgets pouvant se trouver dans diverses sources, les États adoptants veilleront à ce que les entités adjudicatrices sachent quelles sont leurs obligations en la matière, notamment si des crédits doivent être ouverts pour qu'une procédure de passation de marchés puisse commencer et si ces obligations font par définition partie du système de passation des marchés.

12. Au niveau macroéconomique, l'intervention de l'État en tant qu'acheteur peut avoir pour conséquence pratique une concentration du marché et une réduction du nombre de fournisseurs participants, en particulier lorsque les achats effectués représentent un pourcentage élevé du marché en volume ou en valeur. Dans le cas extrême, des oligopoles ou des monopoles peuvent être ainsi créés ou perpétués. Les entités adjudicatrices, qui prennent des décisions au niveau microéconomique, ne seront généralement pas en mesure de considérer l'impact macroéconomique à long terme. C'est pourquoi il importe d'assurer la communication d'informations et la coopération entre l'organisme chargé de superviser la passation des marchés publics (tel qu'un organisme public de passation de marchés, comme évoqué à la section suivante [\[\\*\\*hyperlien\\*\\*\]](#)) et celui responsable de la politique en matière de concurrence. Ce dernier peut veiller à prévenir la collusion, le trucage des offres et la concentration dans la passation des marchés publics et autres.

13. Comme il est indiqué dans le commentaire relatif à l'article 21 [\[\\*\\*hyperlien\\*\\*\]](#), la Loi type prévoit que le fait de proposer des incitations, d'avoir un conflit d'intérêts ou un avantage concurrentiel injuste entraîne l'exclusion du fournisseur ou de l'entrepreneur concerné de la procédure de passation de marchés. Comme il est aussi noté dans le commentaire, les États adoptants voudront peut-être adopter un système de sanctions, qui peut prévoir une exclusion temporaire ou permanente des procédures de passation de marchés futures (et peut être appelé procédure administrative de suspension ou d'exclusion dans certains systèmes). Il faut qu'existe une coordination des procédures, y compris pour les garanties de régularité de la procédure et les mécanismes de transparence, entre les instances susceptibles d'invoquer une suspension ou une exclusion. Il faut en outre que les informations relatives à tout fournisseur ou entrepreneur faisant l'objet d'une procédure de suspension ou d'exclusion soient mises à la disposition de toutes les instances concernées.

14. Les États adoptants voudront peut-être aussi se poser la question de savoir si le pouvoir de faire exécuter des décisions en matière de concurrence et de passation de marchés serait exercée plus efficacement de façon centralisée ou décentralisée.

## **2 Appui institutionnel**

15. Au niveau institutionnel, l'État adoptant jugera peut-être souhaitable de créer un organisme public de passation de marchés ou une autre autorité ou instance qui

aidera à l'application des règles, politiques et pratiques de passation de marchés auxquelles s'applique la Loi type. Une telle instance pourrait notamment exercer les fonctions suivantes:

a) *Veiller à l'application effective de la législation et de la réglementation sur la passation des marchés.* Il peut s'agir de la question des règlements en matière de passation des marchés visée à l'article 4 de la Loi type [\[\\*\\*hyperlien\\*\\*\]](#), du code de conduite visé à l'article 26 [\[\\*\\*hyperlien\\*\\*\]](#), du contrôle de l'application de la législation et de la réglementation sur la passation des marchés, de la formulation de recommandations pour leur amélioration, de leur interprétation, et du traitement des conflits d'intérêt et autres problèmes susceptibles d'entraîner des sanctions ou autres mesures d'exécution.

b) *Rationaliser et normaliser la passation des marchés et les pratiques en la matière.* Il peut s'agir de coordonner la passation de marchés par les entités adjudicatrices et d'élaborer des documents standard, comme noté ci-dessus. Cette fonction peut être particulièrement productive lorsque l'État adoptant cherche à renforcer la participation des petites et moyennes entreprises au processus de passation des marchés.

c) *Contrôler la passation des marchés et le fonctionnement de la législation et de la réglementation en la matière en tenant compte des grandes orientations politiques nationales.* Il peut s'agir d'examiner l'incidence de la passation de marchés sur l'économie nationale (notamment de contrôler la concentration de certains marchés et les risques pour la concurrence, en coopération avec les instances chargées de la concurrence, comme il est noté plus haut [\[\\*\\*hyperlien\\*\\*\]](#)), d'analyser les coûts et avantages de la poursuite d'objectifs socioéconomiques au moyen de la passation de marchés, d'émettre un avis concernant les effets de certains marchés sur les prix et d'autres facteurs économiques [et de vérifier qu'un marché donné cadre avec les programmes et politiques du gouvernement].

d) *Renforcer les capacités.* L'instance pourrait également avoir pour fonction de former les agents chargés de la passation des marchés et les autres fonctionnaires intervenant dans l'administration du système de passation des marchés. Un élément clef d'un système efficace fondé sur la Loi type est la mise en place d'un groupe de responsables de la passation des marchés d'un grand professionnalisme, en particulier aux niveaux les plus élevés des entités adjudicatrices, où sont prises les décisions cruciales. Le fait de considérer la passation de marchés comme une fonction technique plutôt qu'administrative, et de mettre les responsables sur un pied d'égalité avec d'autres professionnels de la fonction publique (ingénieurs, avocats, etc. et membres des comités d'appel d'offres) présente des avantages attestés aux niveaux régional et international, pour ce qui est tant de prévenir la corruption que d'assurer l'économie ou un bon rapport qualité-prix [\[\\*\\*hyperliens\\*\\*\]](#)<sup>1</sup>. Il existe au niveau international divers organes spécialisés dans la certification et la formation des agents chargés de la passation des marchés. On trouvera des informations à ce sujet aux adresses [\[\\*\\*hyperliens\\*\\*\]](#). Les programmes de renforcement des capacités devraient être adaptés aux besoins spécifiques, et tenir compte des moyens existants, des besoins en matière de

<sup>1</sup> Note à l'intention du Groupe de travail: il sera fait référence aux documents pertinents publiés par des organisations internationales, notamment les banques multilatérales de développement, des organisations régionales comme l'OCDE, ou d'autres organismes le cas échéant.

développement et de l'acquisition à terme de compétences plus approfondies. Les capacités doivent aussi être renforcées dans le secteur privé pour assurer que fournisseurs et entrepreneurs connaissent le système de passation de marchés et puissent y participer, surtout lorsque l'État adoptant cherche à encourager la participation de nouveaux venus, y compris de PME ou de groupes traditionnellement défavorisés.

e) *Aider et conseiller les entités adjudicatrices et les agents chargés de la passation des marchés.* Ces agents peuvent en effet avoir besoin d'indications pour rédiger les documents internes utilisés par l'entité adjudicatrice et interpréter certains points du droit et de la réglementation, ou pour déterminer s'il existe ailleurs dans l'État adoptant des spécialistes des marchés portant sur des biens ou services hautement spécialisés ou complexes. Il se peut que des conseillers aient déjà donné des conseils techniques ou juridiques au gouvernement ou à l'entité adjudicatrice concernée, mais les responsables de la passation voudront peut-être demander à l'instance si les décisions qu'ils envisagent (par exemple le recours à une autre méthode de passation ou à la sollicitation directe) sont conformes au cadre législatif. Comme il est noté plus bas [\[\\*\\*hyperlien\\*\\*\]](#), les conseillers ne pourront exercer correctement leur fonction s'ils sont aussi chargés de faire exécuter les décisions.

f) *Assurer la fonction de certification.* Dans certains cas, tels que les marchés complexes ou portant sur des sommes importantes, l'organisme pourrait aussi être habilité à examiner la procédure de passation pour en garantir la conformité avec la Loi type et les règlements de passation des marchés avant que le marché ne soit attribué ou n'entre en vigueur.

16. Pour ce qui est du renforcement des capacités, de nombreux systèmes de passation de marchés prévoyaient, par le passé, le recours à un système d'approbation préalable, selon lequel certaines mesures et décisions importantes des responsables de la passation étaient soumises à des mécanismes d'approbation préalable, approbation qui devrait être donnée par une instance extérieure à l'entité adjudicatrice. Un tel système présente l'avantage de favoriser la détection d'erreurs et de problèmes avant que certaines mesures et décisions définitives ne soient prises. Il peut en outre contribuer à l'uniformisation du système national de passation de marchés et s'inscrire dans le cadre du renforcement des capacités en raison de la justification et de l'examen des décisions ou mesures concernées. Son usage recule toutefois. De nombreux organismes donateurs qui s'occupent de la réforme de la passation des marchés et du renforcement des capacités n'encouragent plus son utilisation. En effet, le recours à un tel système semble empêcher l'acquisition à long terme de capacités de décision et risque de diluer les responsabilités.

17. C'est pourquoi l'exigence d'approbation extérieure n'est pas envisagée dans la plupart des circonstances visées dans la Loi type, d'autant plus que l'utilisation des méthodes de passation qui y sont prévues est soumise à des conditions précises. Dans l'appel d'offres en deux étapes et certains cas de sollicitation d'une source unique (cas d'urgence) par exemple, l'exigence d'approbation extérieure peut être particulièrement inadaptée pour cette raison (voir le commentaire relatif à ces méthodes de passation [\[\\*\\*hyperlien\\*\\*\]](#)). Mais la Loi type prévoit la possibilité du recours à un mécanisme d'approbation extérieure aux articles 23 et 30, comme il est expliqué plus en détail dans le commentaire relatif à ces articles [\[\\*\\*hyperlien\\*\\*\]](#).

Une autre méthode consiste à contrôler les pratiques de passation des marchés uniquement par une vérification a posteriori, notamment par un audit ou une évaluation, approche qui peut permettre aux responsables de la passation d'améliorer leur aptitude à prendre des décisions. Par ailleurs, grâce aux mécanismes de communication d'informations, les décisions peuvent être évaluées aux niveaux macro et micro.

18. On trouve des références à l'approbation extérieure à l'article 30 [\[\\*\\*hyperlien\\*\\*\]](#) de la Loi type comme option dans le cas d'une demande de propositions avec dialogue et d'une sollicitation d'une source unique, visant à promouvoir une politique socioéconomique, comme l'explique le commentaire relatif à ces méthodes de passation [\[\\*\\*hyperliens\\*\\*\]](#). Par ailleurs, l'entrée en vigueur du marché peut aussi être soumise à une approbation préalable en vertu de l'article 23 [\[\\*\\*hyperlien\\*\\*\]](#), comme l'explique le commentaire relatif à cet article [\[\\*\\*hyperlien\\*\\*\]](#).

19. S'il décide d'opter pour une exigence d'approbation, l'État adoptant devra veiller à ce que l'exigence d'approbation préalable soit spécifiée dans la législation sur la passation de marchés. Il devrait aussi désigner le ou les organismes chargés de délivrer les diverses approbations et de définir les pouvoirs conférés à cet égard. Une fonction d'approbation peut être confiée à un organe ou une autorité totalement indépendants de l'entité adjudicatrice (par exemple le ministère des finances ou du commerce ou une autorité des marchés publics) ou à un organe de contrôle distinct appartenant à l'entité adjudicatrice elle-même, comme il est expliqué plus avant à la section [\\*\\* ci-dessous](#) relative à la structure institutionnelle ([\[\\*\\*hyperlien\\*\\*\]](#)). Une décision d'approbation peut être contestée en vertu du chapitre VIII de la Loi type, à l'instar de toute autre décision prise dans le processus de passation.

20. Dans les cas où les entités adjudicatrices sont indépendantes de la structure gouvernementale ou administrative de l'État, telles que certaines entreprises commerciales appartenant à l'État, les États jugeront peut-être préférable que la fonction d'approbation, de certification ou d'orientation soit exercée par un organisme faisant partie de l'appareil administratif ou gouvernemental afin de veiller à ce qu'il soit dûment donné effet aux politiques nationales que vise à promouvoir la Loi type. Surtout, en ce qui concerne les fonctions d'approbation, il faut que l'organisme puisse exercer ses fonctions de manière impartiale et efficace et soit suffisamment indépendant des personnes ou services intervenant dans la procédure de passation de marchés. Il est peut-être préférable que ces fonctions soient exercées par un comité et non par une seule personne, afin d'éviter tout risque d'abus de pouvoir.

21. La procédure relative à une exigence d'approbation devrait être claire et transparente, de manière à ce que l'on ne puisse pas invoquer cette exigence pour retarder le processus de passation. À cet égard, et s'il choisit un certain niveau d'approbation extérieure, l'État adoptant voudra certainement tenir compte des facteurs suivants: existence ou non d'un secteur public important doté de fonctions complexes et, s'il s'agit d'un État fédéral ou d'un État où l'accès aux autorités centrales est difficile, retards sensibles que peut entraîner une approbation extérieure.

22. Pour les types de passation de marchés pouvant être subordonnés à l'obtention d'une approbation extérieure, des indications de seuils ou autres orientations

peuvent être utiles pour autoriser le recours à un mécanisme d'approbation préalable sans compromettre l'acquisition de capacités à terme, encore que les systèmes mixtes puissent entraîner une dilution des responsabilités lorsque les responsabilités décisionnelles sont partagées ou ne sont pas clairement attribuées. Toute décision tendant à interdire le recours à une méthode de passation particulière ou à rejeter l'attribution d'un marché devrait être justifiée et inscrite au procès-verbal de la procédure de passation de marché concernée, ainsi que dans les dossiers de l'instance d'approbation.

23. Une autre question est celle du contrôle et de l'exécution des décisions relatives à la passation de marchés. Une fonction de contrôle ne peut être efficace que dans la mesure où elle est exercée par une entité indépendante de celle qui prend la décision, c'est-à-dire l'entité adjudicatrice ou une instance d'approbation. Dans les systèmes où l'organisme public de passation ou autre autorité exerce des pouvoirs de décision, le contrôle pourrait être assuré par un organe national d'audit. De même, pour ce qui est de faire respecter les dispositions de la législation fondée sur la Loi type, l'application du chapitre VIII de la Loi type exige une fonction de recours indépendant (administratif ou judiciaire). Comme il est noté plus haut [\[\\*\\*hyperlien\\*\\*\]](#), une fonction de conseil sera compromise si les responsables de la passation des marchés hésitent à y recourir de peur qu'une mesure d'exécution soit prise sur la base des informations qu'ils fournissent lorsqu'ils demandent conseil.

24. La structure des instances chargées de fonctions d'administration, de recours, de contrôle ou d'exécution des décisions dans l'État adoptant et les fonctions précises qu'elles exerceront dépendront notamment des systèmes gouvernemental, administratif et juridique de cet État, qui varient considérablement d'un pays à l'autre. Le système de contrôle administratif de la passation de marchés devrait être conçu dans un souci d'efficacité et d'économie, et prévoir des contrôles pour assurer l'indépendance des membres de ces instances par rapport aux décideurs du gouvernement et des entités adjudicatrices. Tout système trop coûteux, demandant trop de travail à l'entité adjudicatrice ou aux participants à la procédure de passation ou entraînant des retards injustifiés, sera contre-productif. En outre, un contrôle excessif des décisions prises par les responsables de la procédure de passation de marchés pourrait dans certains cas empêcher ces derniers de travailler efficacement. Les États adoptants considéreront peut-être qu'en investissant dans un système qui permet aux entités adjudicatrices d'avoir suffisamment de moyens et aux responsables de la passation de marchés d'être suffisamment formés et équipés, ils contribueront au bon fonctionnement de ce système et à la maîtrise des coûts du contrôle administratif.

## **5. Application des principes de la Loi type à toutes les étapes du cycle de passation de marchés: planification et administration des marchés**

25. La Loi type indique les procédures essentielles de sélection des fournisseurs et entrepreneurs pour un marché donné, qui sont conformes aux objectifs décrits plus haut à la section [\\*\\* \[\\*\\*hyperlien\\*\\*\]](#), et prévoit un mécanisme de recours efficace en cas de non-respect des règles ou procédures. Elle ne traite pas de la phase de planification, ni de celle d'exécution des marchés. Ses dispositions n'abordent donc pas des questions comme la budgétisation, l'évaluation des besoins, les études de marché et les consultations, l'administration des marchés, le règlement des litiges liés à l'exécution ou la résiliation des marchés. La Commission reconnaît néanmoins



l'importance de ces étapes pour le bon fonctionnement du système de passation dans son ensemble. L'État adoptant devra veiller à mettre en place des lois et des structures adéquates pour gérer ces étapes, faute de quoi les buts et objectifs de la Loi type risquent de ne pas être atteints.

26. En ce qui concerne la planification des marchés, les règles internationales et régionales de la passation encouragent désormais la publication d'informations sur les possibilités de marchés à venir et il arrive que des États adoptants exigent dans leur droit administratif que ces informations soient publiées. D'autres systèmes abrègent les délais de publicité et de notification concernant une passation lorsque ces informations ont déjà été publiées. Cette pratique présente généralement l'avantage d'améliorer la gestion, la gouvernance et la transparence dans la passation des marchés. Plus concrètement, elle encourage la planification des marchés et renforce la discipline dans les procédures de passation et peut réduire les cas, par exemple, de recours injustifié à des méthodes destinées aux situations d'urgence (si l'urgence est due à un manque de planification) et de segmentation des marchés pour éviter l'application de règles plus strictes. Cette pratique peut également être avantageuse pour les fournisseurs et entrepreneurs en leur permettant de définir les besoins, de planifier l'allocation des ressources nécessaires et d'entreprendre d'autres préparatifs en vue de participer à des marchés futurs. La Loi type encourage, mais n'exige pas, la publication d'informations sur les possibilités de marchés à venir, comme l'explique le commentaire relatif à l'article 6 [\[\\*\\*hyperlien\\*\\*\]](#).

27. La phase d'administration du marché, si elle est mal conduite, peut nuire à l'intégrité du processus de passation de marchés et compromettre les objectifs de la Loi type que sont le traitement équitable, la concurrence et la prévention de la corruption, par exemple si des modifications du marché augmentent considérablement le prix final, si une qualité inférieure est acceptée, si les retards de paiement sont habituels et si des litiges interrompent l'exécution du marché. Le Guide législatif de la CNUDCI sur les projets d'infrastructure à financement privé (2000) [\[\\*\\*hyperlien\\*\\*\]](#) contient des propositions détaillées pour l'administration des marchés complexes comportant un financement privé: nombre des commentaires faits dans cet instrument valent également pour l'administration de tous les marchés, en particulier pour les projets complexes.

## **6. Questions spécifiques liées à l'application et à l'utilisation de la méthode de passation de marchés en ligne**

28. Comme il est noté à la section [\[\\*\\*hyperlien\\*\\*\]](#) ci-dessus, une grande partie des avantages liés à la passation de marchés en ligne découlent du surcroît de transparence. En effet, l'annonce des possibilités de marchés sur des portails Internet et la publication des règles et procédures de passation permettent de mettre à disposition, à un coût acceptable, une quantité d'informations pertinentes plus grande que ce n'était le cas dans l'environnement papier (pour plus de précisions, voir le commentaire relatif aux articles 5 et 6 ci-dessous [\[\\*\\*hyperlien\\*\\*\]](#)). Par ailleurs, la publicité en ligne permet à des fournisseurs de se porter candidats, de donner et de recevoir des informations et de soumissionner en ligne. Cela permet de faciliter l'accès au marché, qui est ainsi ouvert à des entrants éloignés qui, autrement, pourraient ne pas participer, et donc de renforcer la participation et la concurrence.

29. Les technologies de l'information et de la communication (TIC) peuvent accroître l'efficacité administrative en termes de temps et de coûts (les communications électroniques permettent de réduire les coûts administratifs liés à la consommation de papier et le temps d'envoi par rapport à celui d'un document papier). Les communications électroniques pendant la procédure de passation englobent la soumission d'offres en ligne. Parmi les autres outils de passation de marchés en ligne figurent les enchères électroniques inversées, les catalogues électroniques et les accords-cadres électroniques (voir le commentaire dans l'introduction des chapitres VI et VII [\\*\\*hyperliens\\*\\*](#)). Grâce à ces outils et à ces techniques, les procédures d'achat peuvent être conclues en quelques heures ou jours, plutôt qu'en quelques semaines ou mois.

30. Les processus automatiques peuvent aussi présenter des caractéristiques qui favorisent l'intégrité en réduisant l'intervention humaine dans le cycle de passation ainsi que les contacts personnels entre responsables de la passation et fournisseurs, qui constituent autant d'occasions de corruption. Les achats répétés peuvent être effectués au moyen de procédures standard et de documents accessibles à tous les utilisateurs du système par le biais des TIC, ce qui favorise l'uniformisation (cela génère des gains d'efficacité et favorise l'évaluation de la performance, en particulier lorsque le système de passation est intégré à ceux de planification, de budget, d'administration des marchés et de paiement (où la facturation et le paiement peuvent également se faire par voie électronique).

31. Compte tenu de ce qui précède, l'approche générale de la Loi type concernant l'application et l'utilisation de la méthode de passation de marchés en ligne repose sur trois principes clefs. Premièrement, compte tenu des avantages potentiels de ce type de passation, et sous réserve de garanties appropriées, la Loi type facilite voire, lorsque cela se justifie et dans la mesure du possible, encourage son adoption et son utilisation. Deuxièmement, compte tenu de la rapidité des avancées technologiques et des différences de niveau de complexité technique existant entre les États, le texte est technologiquement neutre (c'est-à-dire qu'il ne recommande aucune technologie en particulier). Troisièmement, des indications plus détaillées doivent être fournies pour aider les États adoptants à mettre en place et à utiliser efficacement le système de passation en ligne.

32. Pour ce qui est de faciliter et d'encourager la passation de marchés en ligne, la Loi type prévoit la publication d'informations relatives à la passation sur Internet, l'utilisation des TIC pour la communication et l'échange d'informations tout au long du processus, la présentation de soumissions par voie électronique et le recours à des méthodes de passation facilitées par les TIC et Internet (en particulier les enchères électroniques inversées et les accords-cadres électroniques, y compris les catalogues électroniques). Les considérations détaillées relatives aux aspects spécifiques de la passation de marchés en ligne figurent dans les commentaires par article; dans les articles 5 et 6 sur la publication électronique [\\*\\*hyperlien\\*\\*](#), à l'article 40 sur les soumissions électroniques dans [\\*\\*hyperlien\\*\\*](#), au chapitre VI sur les enchères électroniques inversées dans [\\*\\*hyperlien\\*\\*](#) et au chapitre VII sur les accords-cadres électroniques, y compris les catalogues électroniques [\\*\\*hyperlien\\*\\*](#).

33. Pour ce qui est de la neutralité technologique, la Loi type ne recommande aucune technologie particulière mais décrit les fonctions des technologies disponibles (voir section [\\*\\* ci-après \\*\\*hyperlien\\*\\*](#)). Elle a été rédigée de manière

à n'entraver le recours à aucune technologie en particulier. Des termes tels que "documents", "communication écrite" ou "preuve documentaire" désignent de plus en plus souvent l'ensemble des informations et documents (électroniques ou sur papier) dans les pays où le gouvernement et le commerce électroniques sont d'usage courant mais en ce qui concerne les autres pays, on peut partir du principe qu'il s'agit de documents papier. La Loi type est libellée de façon à ce que tous les moyens de communication, de transmission et de conservation de l'information puissent être utilisés dans une passation régie par une loi fondée sur ce texte. Par conséquent, ces termes ne doivent pas être interprétés comme impliquant un environnement papier. En outre, la Loi type ne contient aucune référence ni condition de forme présupposant un environnement papier (voir aussi les commentaires relatifs à l'article 7 sur les communications dans la passation des marchés, et à l'article 40 sur la présentation des offres **[\*\*hyperliens\*\*]**).

34. Pour ce qui est des orientations sur la manière d'introduire et de faire fonctionner correctement un système de passation de marchés en ligne, on comprendra aisément, au vu des paragraphes précédents, que la réforme ne consistera pas simplement à numériser les pratiques existantes: si l'on se contente de remplacer les communications papier par des courriers électroniques et des communications par Internet et d'annoncer les possibilités de marchés sur un site Web, nombre des avantages mentionnés ci-dessus ne se matérialiseront pas. En outre, les faiblesses du système de passation traditionnel se retrouveront dans son successeur numérique. Revoir l'ensemble du système de manière à introduire la passation de marchés en ligne nécessite des investissements importants, mais c'est aussi l'occasion de réformer le processus dans son intégralité, de renforcer les normes de gouvernance et d'exploiter pleinement les avantages des TIC.

35. Pour ce qui est de la mise en place d'un système en ligne, la capacité de chaque État à faire fonctionner et utiliser efficacement un tel système dépend de l'existence des infrastructures de commerce électronique et des autres ressources nécessaires, notamment de mesures respectant la sécurité électronique, et de l'adéquation de la loi applicable qui autorise et régit le commerce électronique. L'environnement juridique général d'un État (plutôt que sa législation relative aux marchés) peut favoriser ou non la passation de marchés en ligne. Par exemple, des lois régissant l'utilisation des communications écrites, les signatures, les caractéristiques d'un document original et la recevabilité des éléments de preuve devant un tribunal peuvent ne pas suffire à assurer la fiabilité de la passation des marchés en ligne. Même si ces questions ne diminuent en rien l'attrait de ce type de passation, l'issue peut être imprévisible et les résultats commerciaux ne seront pas optimaux.

36. Pour régler cette question, il convient dans un premier temps de déterminer si la réglementation générale sur la passation de marchés en ligne, ou l'autorisation d'y recourir, doivent figurer dans la loi sur la passation des marchés ou dans le droit administratif général d'un État adoptant. Comme il est noté dans la section **\*\*ci-dessus [\*\*hyperlien\*\*]**, la Loi type ne constitue pas une marche à suivre complète de la passation de marchés: la planification et l'administration des marchés, ainsi que l'infrastructure générale d'appui, sont traitées dans d'autres textes. Même si la Loi type prévoyait la reconnaissance générale des documents et des communications électroniques, elle ne couvrirait pas l'ensemble des documents, échanges d'informations et communications du cycle de passation et il pourrait y

avoir des conflits avec d'autres textes juridiques relatifs au commerce électronique. C'est pourquoi la solution retenue dans la Loi type consiste à s'appuyer sur la législation des États adoptants, notamment la législation générale sur le commerce électronique, pour autoriser la passation de marchés en ligne, en l'adaptant si nécessaire aux besoins précis de la passation. Les États adoptants devront donc commencer par déterminer si leur législation générale sur le commerce électronique autorise la passation de marchés en ligne.

37. À cette fin, les États adoptants voudront peut-être adopter la série de textes publiés par la CNUDCI sur le commerce électronique, à savoir la Loi type sur le commerce électronique (1996), la Loi type sur les signatures électroniques (2001) et la Convention des Nations Unies sur l'utilisation de communications électroniques dans les contrats internationaux (2005) **[\*\*hyperliens/ajouter références des publications papier\*\*]**<sup>2</sup>. Ces textes, qui portent reconnaissance générale du commerce électronique et des signatures électroniques, peuvent définir les conditions juridiques générales de l'utilisation de la passation de marchés en ligne dans le pays qui les adopte. Ils reposent sur ce que l'on appelle une "approche de l'équivalent fonctionnel" du commerce électronique, qui consiste à analyser les fonctions et l'objet des exigences imposées traditionnellement aux documents et procédures papier et à y satisfaire au moyen des technologies de l'information. Cette approche a également été suivie dans la Loi type pour les applications du commerce électronique propres à la passation de marchés.

38. Parce qu'elle est fonctionnelle, cette approche englobe la notion de neutralité technologique (décrite ci-dessus) et évite d'imposer à la passation de marchés en ligne des normes plus strictes que celles traditionnellement appliquées à la passation de marchés dans un environnement papier. Il est important de noter que des normes plus strictes décourageront l'utilisation de la passation en ligne et peuvent en accroître le coût, au risque d'en réduire ou d'en perdre les avantages potentiels. En outre, le système risquerait d'être paralysé si une technologie utilisée était temporairement indisponible. Un autre avantage de la neutralité technologique est qu'elle permet d'éviter les conséquences de la tendance naturelle à surréglementer les nouveaux outils ou les nouvelles techniques de passation ou à adopter une démarche prescriptive, qui témoigne d'un manque d'expérience et de confiance dans l'utilisation de nouvelles technologies et rend leur adoption plus difficile que nécessaire.

39. Une autre conséquence de cette approche est que les termes "électronique", "signature", "par écrit", "moyens de communication" et "messages de données électroniques" ne sont pas définis dans la Loi type. Les définitions des principaux termes nécessaires pour assurer l'efficacité des opérations de commerce électronique figurent cependant dans les textes de la CNUDCI sur le commerce électronique, mentionnés précédemment. Par exemple, à l'article 2 de la Loi type de la CNUDCI sur le commerce électronique, le terme "message de données" est défini comme "l'information créée, envoyée, reçue ou conservée par des moyens électroniques ou optiques ou des moyens analogues, notamment, mais non exclusivement, l'échange de données informatisées (EDI), la messagerie électronique, le télégraphe, le télex et la télécopie" **[\*\*hyperlien\*\*]**. La Loi type

---

<sup>2</sup> Accessible à l'adresse: [http://www.uncitral.org/uncitral/frn/uncitral\\_texts/electronic\\_commerce.html](http://www.uncitral.org/uncitral/frn/uncitral_texts/electronic_commerce.html).

elle-même traite de questions propres à la passation de marchés qui ne sont pas couvertes par la législation générale sur le commerce électronique, telles que la nécessité de connaître le moment précis de la réception des offres électroniques et l'importance d'empêcher l'accès à leur contenu avant la date d'ouverture prévue **[\*\*renvoi et hyperliens vers les commentaires par article\*\*]**.

40. L'adoption de la méthode de passation de marchés en ligne nécessite également que l'on élimine les obstacles à son utilisation. Ces obstacles peuvent être d'ordre logistique et/ou technologique. Même si de nombreux gouvernements effectuent maintenant au moins une partie de leurs activités en ligne, on ne peut présumer dans tous les cas que l'accès à Internet est fiable: les infrastructures peuvent être insuffisantes et les technologies nécessaires peuvent ne pas être disponibles partout, surtout s'il s'agit de nouvelles technologies et d'infrastructures d'appui encore insuffisamment répandues ou hors de portée des PME.

41. En effet, le recours aux TIC peut entraver l'accès au marché dans certaines circonstances et compromettre le plein fonctionnement de la passation de marchés en ligne. Le problème peut être temporaire et se poser de manière directe et générale (par exemple lorsque l'approvisionnement en électricité ou l'accès aux services à large bande est peu fiable, ou lorsque la validité juridique des documents électroniques laisse à désirer), ou peut être une conséquence indirecte de la passation en ligne et être limité à certains fournisseurs, par exemple des PME et petits fournisseurs qui n'ont pas les ressources nécessaires pour avoir une connexion Internet assez rapide ou pour participer à des contrats plus importants, que la passation en ligne peut encourager. La Loi type prévoit des garanties pour parer à ces risques et obstacles, qui font l'objet des paragraphes **[\*\*]** du commentaire relatif à l'article 7 **[\*\*hyperlien\*\*]**.

42. En ce qui concerne la mise en place des systèmes de passation, une des premières questions qui se pose est celle de la structure et du financement. Certains systèmes sont conçus de manière à s'autofinancer par le recours à la sous-traitance à un tiers, qui facture un certain montant aux fournisseurs qui les utilisent. Cette approche est de plus en plus courante avec l'avènement des systèmes de passation en ligne. La sous-traitance peut être efficace sur le plan administratif, en particulier lorsque des systèmes informatiques spécialisés doivent être conçus, gérés et administrés, mais elle peut comporter des risques. Des commentateurs ont observé que la participation et la concurrence diminuaient lorsqu'un droit était perçu et que des conflits d'intérêts institutionnels risquaient de voir le jour (c'est-à-dire que l'instance ou l'organe qui gère le système cherche à augmenter ses revenus en encourageant les entités adjudicatrices à le surutiliser **[\*\*hyperliens\*\*]**). Ces risques peuvent être accrus si la conception du système est sous-traitée à ceux qui le géreront de façon à permettre son introduction rapide et à bas coût. Par conséquent, les États adoptants qui envisagent un programme de réforme englobant la passation de marchés en ligne voudront certainement examiner les coûts et les avantages des systèmes autofinancés et de la sous-traitance de certains éléments du système de passation.

43. Une question connexe est celle de l'utilisation par les entités adjudicatrices de systèmes d'information exclusifs et de logiciels spécialisés pour la passation en ligne. L'accès au marché est renforcé si ces entités autorisent tous les fournisseurs potentiels à participer gratuitement à la procédure. Mais il se peut qu'elles soient contraintes de récupérer le coût d'investissement de leur système de passation en

ligne (y compris les frais de gestion) et ne voient d'autre issue que d'en facturer l'utilisation aux participants.

44. Par conséquent, la Loi type n'exige pas des entités adjudicatrices qu'elles permettent à tous les fournisseurs potentiels de participer gratuitement à la procédure en ligne, mais elle les y encourage fortement. Les États adoptants voudront peut-être envisager d'utiliser des logiciels disponibles dans le commerce ou libres ou d'autres technologies d'information non exclusives dans leurs systèmes de passation de marchés en ligne, sous réserve que ces derniers n'imposent pas de restrictions inutiles ou n'entravent autrement l'accès au marché. Si tel n'est pas encore le cas, les États adoptants voudront peut-être se conformer aux exigences d'interopérabilité prévues dans l'Accord sur les marchés publics de l'OMC [\[\\*\\*hyperlien\\*\\*\]](#), ou dans des accords commerciaux régionaux, dont bon nombre comportent des exigences similaires.

45. S'agissant du fonctionnement des systèmes de passation de marchés en ligne, pour que fournisseurs et entrepreneurs acceptent d'utiliser de tels systèmes, il faut que le public ait confiance en leur sécurité. Une telle confiance nécessite une authentification adéquate des fournisseurs, une technologie suffisamment fiable, un système préservant les soumissions et un niveau de sécurité suffisant pour que les informations confidentielles fournies par les fournisseurs le restent, notamment vis-à-vis de leurs concurrents, et ne puissent être utilisées de manière inappropriée. Il est particulièrement important que ces qualités soient visibles lorsque ce sont des tiers qui exploitent le système concerné. Celui-ci doit au minimum contrôler quelles informations ont été transmises ou rendues disponibles, par qui, à qui et quand (y compris la durée de la communication), et permettre de reconstituer la suite des événements. Il doit offrir une protection adaptée contre les actions non autorisées visant à perturber le cours normal d'une procédure de passation des marchés publics. La transparence propre à instaurer la confiance sera renforcée si toutes les mesures de protection pouvant avoir des incidences sur les droits et obligations des entités adjudicatrices et des fournisseurs potentiels sont portées à la connaissance du public ou du moins énoncées dans le dossier de sollicitation.

46. Il convient également d'appliquer les principes de l'équivalence fonctionnelle et de la neutralité technologique évoqués ci-dessus aux garanties dans le cadre de la passation de marchés en ligne. Par exemple, des garanties s'appliquant spécifiquement aux communications électroniques ou à la confidentialité des soumissions établiraient inévitablement des normes de sécurité et de préservation de l'intégrité des données plus élevées que celles applicables aux communications papier (car il n'existe guère de normes de ce genre dans l'environnement papier), et elles ne tiendraient peut-être pas compte des risques liés de tout temps aux communications papier.

47. La première garantie consiste à assurer l'authentification des communications, c'est-à-dire à faire en sorte que l'on puisse remonter au fournisseur ou à l'entrepreneur qui en est l'auteur, ce qui se fait généralement au moyen de signatures électroniques et de systèmes de gestion des obligations et responsabilités en matière d'authentification. Les règles pertinentes peuvent être propres à un système de passation donné ou figurer dans la législation générale de l'État régissant les systèmes électroniques. Le concept de neutralité technologique signifie en pratique que les systèmes de passation ne devraient pas se limiter automatiquement à une seule technique d'authentification. Certains systèmes de ce

type se fondent sur une obligation de certification locale. Par conséquent, pour éviter que les systèmes de passation en ligne ne soient utilisés pour restreindre l'accès à la procédure de passation, le système doit permettre la reconnaissance des certificats étrangers et des exigences d'authentification et de sécurité associées indépendamment du lieu d'origine des signatures (comme le recommandent les textes de la CNUDCI sur le commerce électronique). À cet égard, les États adoptants devront déterminer quelles communications, telles que soumissions ou autres offres, nécessitent une authentification intégrale, d'autres mécanismes destinés à instaurer la confiance entre l'entité adjudicatrice et les fournisseurs pouvant suffire pour d'autres communications. Cette approche n'est pas nouvelle: la Loi type de 1994 prévoyait déjà des exigences différentes en fonction du degré d'importance des communications dans le processus de passation, distinction qui a été préservée dans la Loi type (voir article 7 [\[\\*\\*hyperlien\\*\\*\]](#)).

48. Une autre exigence concerne l'intégrité. Il s'agit de protéger les informations de toute modification, de tout ajout ou de toute manipulation, ou au moins de pouvoir déceler toute modification, tout ajout ou toute manipulation et en déterminer l'origine. Cette exigence va de pair avec celle de sécurité, en ce sens que les documents pour lesquels les délais sont importants, tels que les offres, ne doivent pas être accessibles avant la date d'ouverture prévue. Ces questions sont examinées plus en détail dans les indications relatives à la soumission électronique des offres en vertu de l'article 40 [\[\\*\\*hyperlien\\*\\*\]](#), où elles ont toute leur importance. Les États adoptants voudront peut-être aussi examiner les exigences fonctionnelles et techniques des systèmes d'appels d'offres électroniques par rapport aux normes fixées par un groupe de travail des banques multilatérales de développement, que l'on peut consulter sur le site Internet du groupe [\[\\*\\*hyperlien\\*\\*\]](#).

49. Un avantage potentiel à long terme, tout aussi important, de l'utilisation des TIC est qu'elle permet une approche plus stratégique de la passation de marchés. Grâce à l'exploitation des données générées par les TIC, on peut orienter la réalisation des objectifs et le fonctionnement du système en se basant sur des informations et des analyses plutôt que sur les seules procédures. On peut aussi tirer parti de la transparence interne, de l'appui à l'intégrité et des gains d'efficacité. Grâce à la transparence interne et à la traçabilité – c'est-à-dire un meilleur suivi de chaque procédure – il est possible de suivre, d'évaluer et d'améliorer non seulement des procédures individuelles, mais aussi le fonctionnement et l'évolution du système tout entier.

50. La CNUDCI reconnaît que, pour mettre en place un système de passation en ligne pleinement intégré comprenant la budgétisation et la planification, la procédure de sélection ou d'attribution, les systèmes de gestion des contrats et de paiement, et le relia à d'autres systèmes de gestion des finances publiques, il faut des réformes importantes. Différentes considérations entrent en ligne de compte à chaque étape du processus de passation et dans le cadre de l'intégration avec d'autres éléments du système global. Dans la pratique, de nombreux systèmes de passation en ligne ont mis des années avant de produire tous les avantages qui en étaient attendus. Et la mise en œuvre la plus efficace s'est souvent faite de manière progressive, ce qui peut aussi contribuer à amortir les coûts d'investissement. Toutefois, des avantages importants en termes de renforcement de la transparence et de la concurrence peuvent apparaître dès les premières étapes de la mise sur pied

d'un tel système, qui mettent en général l'accent sur la mise à disposition des informations sur Internet.

## **F. Structure de la Loi type**

51. La Loi type comprend huit chapitres.

52. Les chapitres I et II contiennent des dispositions d'application générale et définissent les grands principes et les procédures selon lesquels doit fonctionner le système envisagé dans la Loi type. Le chapitre premier définit la manière dont les objectifs énoncés dans le Préambule doivent être réalisés, en réglementant certaines questions telles que l'obligation de veiller à ce que toutes les conditions de la passation (notamment les règles applicables, l'objet du marché, les personnes susceptibles de participer et la manière dont les soumissions conformes et le fournisseur retenu sont déterminés) soient déterminées et publiées à l'avance. Il traite également des exigences institutionnelles et administratives, telles que la question des règlements et de la tenue d'un procès-verbal, qui sont nécessaires au bon fonctionnement du système de passation dans son ensemble. Le commentaire figurant dans l'introduction du chapitre premier et le commentaire relatif aux différents articles fournissent des détails complémentaires sur les principes généraux et leur application **[\*\*hyperlien\*\*]**.

53. Les dispositions relatives au choix de la méthode de passation, décision capitale pour les étapes de la sélection et de l'attribution du cycle de passation, se trouvent dans la première partie du chapitre II. La Loi type couvre toute une gamme de méthodes de passation, ce qui reflète l'évolution qui a eu lieu dans ce domaine et dans la pratique des gouvernements en la matière ces dernières années. Le nombre de méthodes prévues reflète l'opinion de la Commission selon laquelle le meilleur moyen d'atteindre les objectifs de la Loi type est de fournir aux États une série d'options parmi lesquelles ils peuvent choisir en fonction des différentes situations, sous réserve que les conditions d'utilisation de la méthode retenue soient remplies. La possibilité de choisir entre plusieurs méthodes de passation permet aux États d'adapter les procédures à l'objet du marché et aux besoins de l'entité adjudicatrice, ce qui peut aboutir à un maximum d'économie et d'efficacité dans la passation des marchés et promouvoir la concurrence. On trouvera des détails complémentaires à ce sujet dans le commentaire relatif à la première partie du chapitre II et sous les méthodes de passation elles-mêmes **[\*\*hyperliens\*\*]**.

54. La deuxième partie du chapitre II contient des dispositions relatives au mode de sollicitation prévu pour chaque méthode de passation. Elle vise à assurer que le principe clé de la Loi type, à savoir la transparence, est appliqué, comme il est expliqué plus en détail dans le commentaire relatif à cette partie du chapitre **[\*\*hyperlien\*\*]**.

55. Les chapitres III à VII régissent les procédures concernant les différentes méthodes et techniques de passation prévues dans la Loi type. Comme il est noté à la section **\*\* ci-dessus [\*\*hyperlien\*\* vers le commentaire relatif au rôle de la Loi type en tant que loi cadre\*\*]**, ces dispositions ne visent pas à fournir un ensemble complet de procédures pour chaque méthode ou technique, mais à définir un cadre les régissant et les principales étapes du processus. Elles sont donc censées être complétées par des règlements et orientations plus détaillés, exposés dans le



commentaire relatif à chaque chapitre (pour ce qui est des règlements et orientations de manière générale, voir section \*\* ci-après et commentaire relatif à l'article 4 **hyperliens**).

56. Le chapitre VIII prévoit un ensemble de procédures permettant aux fournisseurs et entrepreneurs potentiels de contester des décisions prises pendant la passation d'un marché. Comme il est précisé dans le commentaire relatif à ce chapitre **renvoi et hyperlien**, il existe de grandes différences entre les traditions administratives et juridiques des États adoptants en ce qui concerne les appels qui peuvent être interjetés des décisions administratives prises par ou pour le compte d'une administration. C'est pourquoi une certaine souplesse est ménagée et des indications sont données pour tenir compte de ces traditions sans remettre en cause le principe essentiel, à savoir l'existence d'une instance auprès de laquelle toutes les décisions du processus de passation, y compris le choix d'une méthode de passation, peuvent être contestées et, le cas échéant, faire l'objet d'un appel.

---